

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°105 | 156^e année | CHF 3.00

UKRAINE

Un acte lourd de conséquences



Plusieurs localités, dont la ville de Kherson, ont été inondées. KEYSTONE

3 La destruction du barrage de Kakhovka, dans le sud de l'Ukraine, dont Kiev et Moscou se rejettent la responsabilité, provoque le déplacement de milliers de personnes. Cette infrastructure assurait par ailleurs le refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporijjia.

5 GENÈVE
L'agriculture contractuelle souffre du manque de client·es



VAUD

Les chef·fes de groupe du Grand Conseil tentent de calmer le jeu

4

SUISSE

Les candidat·es à la commission d'enquête parlementaire sortent du bois

7

éditorial

BENITO PEREZ

PARADOXE

Le mouvement contre le relèvement de l'âge de la retraite a sans doute vécu hier sa dernière journée nationale de mobilisation. Après une longue pause, et avec le sentiment largement partagé qu'Emmanuel Macron ne reculerait pas, la messe était plus que dite. Les syndicats peuvent ranger banderoles et casseroles, avec une certaine amertume mais également une légitime fierté: peu auraient parié en décembre sur un mouvement social à ce point massif dans la rue et populaire dans l'opinion.

Malgré la défaite, ce combat était nécessaire. Loin de la caricature, les Français·es partent relativement tard à la retraite, puisque sans quarante-trois années de cotisation, ils et elles doivent attendre 67 ans pour obtenir une rente pleine. Quand on sait que plus d'un tiers des travailleurs et des travailleuses arrivent à la quille directement par la case chômage et que l'espérance de vie en bonne santé d'un retraité est d'une dizaine d'années,

on mesure l'importance de ces deux ans «volés» par la réforme Macron.

S'ils n'ont pu bloquer ce recul, les syndicats ont su catalyser le mécontentement et sortent renforcés, en termes d'adhérent·es et de légitimité populaire. Ils seront en ordre de bataille pour les échéances qui se profilent, comme le projet d'obligation de travailler faite aux bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA, ex-RMI).

Il n'en reste pas moins que la défaite est là. Et qu'elle s'inscrit dans une série de batailles perdues, contre la première réforme des retraites en 2010 ou contre la Loi Travail en 2016, pour ne citer que les principales. C'est simple: depuis 2006 et l'échec du CPE (le Smic jeunes), le gouvernement français n'a plus plié le genou devant la mobilisation syndicale.

Ce laps de temps coïncide peu ou prou avec la radicalisation de la bourgeoisie européenne. Avec la crise de la mondialisation et les soubresauts de la finance, l'exploitation du

travail local a retrouvé sa centralité dans la rémunération de ses capitaux. Sous la pression d'investisseurs habitués aux rendements de l'économie casino, le patronat a obtenu des gouvernements successifs une série de mesures favorables – baisses de charges, libéralisation du marché de l'emploi, durcissement du traitement des chômeur·euses, etc. – dont l'allongement du temps de travail est la clé de voûte.

Des gouvernements qui se montrent d'autant plus inflexibles face aux mobilisations sociales que l'alternance politique est grippée, soit par le réflexe du barrage à l'extrême droite, soit car la gauche, une fois au pouvoir, à l'instar du mandat de François Hollande, adoube les réformes passées puis en invente de nouvelles.

Si le mouvement social qui s'achève a bel et bien remis les syndicats au cœur du jeu démocratique, il en a paradoxalement souligné l'extrême faiblesse stratégique. Sortir de cette impasse ne sera pas facile, mais la question du rapport de force devra être posée. |



Le président du groupe socialiste à Berne enquêtera sur Credit Suisse



EN COULISSE

Il y a peu, l'émergence de grands mouvements comme #MeToo, Black Lives Matter et consorts avait suscité un immense espoir, similaire à celui de la chute du mur de Berlin. La conscience collective franchissait un cap, on allait enfin changer les fondements de nos sociétés, mettre à bas le patriarcat, le racisme; dans le même esprit, les mouvements écologistes avaient le vent en poupe; l'épisode Covid avait démontré que les Etats pouvaient agir pour stopper la machine à produire, dominer et polluer. Pourtant, force est de constater que, partout sur la planète, les



DOMINIQUE ZIEGLER*

Il suffit de parcourir les réseaux sociaux ou de lire les commentaires électroniques des lecteurs de grands quotidiens en réaction aux prises de positions progressistes de tel ou telle militant·e ou politicien·ne de gauche pour être estomaqué par le niveau de violence, d'attaque infecte, qui suinte de ces canaux-dépotoirs, reflet de l'aliénation massive en cours. Les éditoriaux de ces mêmes médias

travaillent eux aussi à dévier le regard populaire des questions vitales, en indiquant les «bons» sujets d'indignation. Ainsi la récente offensive de Tamedia qui, à renfort de unes tapageuses, de sondages orientés et d'éditoriaux ridicules, proclamait l'hostilité des Suisses aux idées «wokistes», concept creux et passe-partout permettant de jeter le bébé avec l'eau du bain, et mettait fièrement en avant le fait que «seuls 7% veulent déboulonner les statues de personnages impliqués dans la traite d'esclaves.»² Ouf, on est sauvé!

Autre gesticulation grotesque des éditoriaux affiliés, la défense mordicus d'un légalisme de façade pour justifier la répression des dits «activistes du climat» et délégitimer leur combat. Et ces médias d'alerter le bon peuple sur un phénomène autrement plus périlleux que la spéculation sur les matières premières, les ventes d'armes ou la pollution des nappes phréatiques: le mini-saccage des terrains de golf, atteinte à la suprême liberté de détente des nanti·es autarcique!

Alors qu'aujourd'hui Rosa Parks et Nelson Mandela sont cités dans les livres d'histoire comme des figures incontournables et respectées de l'émancipation humaine, la légitimité de la désobéissance civile est une question qui n'est jamais traitée dans les lignes (ennemies) des faiseurs d'opinion. Derrière ces écrans de fumée pointe la volonté des porte-paroles du pouvoir de souder une majorité de gens der-

rière une conception minérale des rapports de classe, race et genre, des rapports sociaux, économiques et hiérarchiques. Les résultats sont sans appel: la méthode fonctionne.

Pourquoi, à l'ère où l'information circule à la vitesse de la lumière, les propagandes nationalistes, virilistes ou classistes sont-elles aussi efficaces? Passons pudiquement sur la constance séculaire des Suisses à prendre le parti du pouvoir économique et à réussir le tour de force d'être le seul peuple à pouvoir s'exprimer sur à peu près tout afin que rien ne change, et interrogeons-nous sur la dimension mondiale du backlash; du Chili à la Russie, de la Hongrie à l'Inde, de la France à la Turquie, la tendance est générale. Droite dure, libéralisme à tout crin et autoritarisme ont le vent en poupe. Pourquoi? Bien malin qui saura apporter une réponse satisfaisante. Tentons une piste basique: l'efficacité propre au système, rodé depuis la nuit des temps, qui repose essentiellement sur le levier de la peur, auquel s'ajoutent le flou idéologique et le confusionnisme tous azimuts émergés depuis la fin de la guerre froide. Mais face à la machine et à ses ramifications toujours plus incontrôlables, incontrôlées et inquiétantes, pointons aussi les erreurs des sphères progressistes: repli sur l'entre-soi microcosmique, lacunes pédagogiques, divisions stériles. Convenons que la tâche est ardue, l'ennemi tentaculaire, et, malgré les écueils, rappels que toute résistance est non seulement méritoire, mais fondamentale. Merci à toutes celles et ceux qui luttent au quotidien contre le backlash!

* Auteur-metteur en scène. Prochain spectacle: *Neolithica*, en tournée dans les communes genevoises du 27 juin au 14 juillet, www.dominiqueziegler.com

¹ Cf. l'interview de Michel Forst, rapporteur spécial de l'ONU, dans *Libération* du 30 mai 2023, <https://bit.ly/4ZpFex1>

² www.24heures.ch/la-suisse-est-tres-tres-loin-des-idees-wake-985230384377

ÉCRANS AU PRISME DU GENRE

Des femmes parlent entre elles



GENEVIÈVE SELLIER*

D'abord quelques éléments factuels: lauréat de l'Oscar de la meilleure adaptation, *Women Talking* est tiré du roman du même nom publié en 2018 (traduit en français en 2019 sous le titre *Ce qu'elles disent*) de la romancière canadienne Miriam Toews. Celle-ci s'est inspirée d'un fait avéré de viol collectif de femmes de tous âges par des hommes au sein d'une communauté mennonite isolée de Bolivie, de 2005 à 2009. Miriam Toews est elle-même issue d'une communauté mennonite du Canada. Les droits d'adaptation de *Women Talking* ont été acquis par l'actrice et productrice Frances McDormand dès la parution du livre. C'est elle et la productrice Dede Gardner qui ont proposé à Sarah Polley, actrice et réalisatrice canadienne, d'adapter le roman. *Women Talking* réunit une distribution quasi exclusivement féminine: Claire Foy, Rooney Mara, Jessie Buckley, Judith Ivey, Sheila McCarty, Frances McDormand... et dans le seul rôle masculin, celui de l'instituteur, Ben Whishaw.

Le film s'ouvre sur des enfants courant dans les champs, dans une palette désaturée qui connote un monde hors du temps, ce qui est renforcé par une voix off féminine qui raconte une histoire passée et par les costumes et les décors hors d'âge. Le ton de la fable est clairement assumé. On comprend que les femmes de cette communauté religieuse isolée étaient droguées avec un anesthésiant vétérinaire et se réveillaient le corps meurtri, couvert de bleus et en sang. Les hommes les convainquaient que c'était le fruit de leur imagination ou l'œuvre de démons. Dénoncés et arrêtés par les autorités de la ville voisine, les coupables doivent être libérés sous caution, et les femmes sont sommées par les autorités de la communauté de leur pardonner en vertu des préceptes religieux.

Pendant les quarante-huit heures où elles sont seules, elles organisent un vote pour choisir entre trois options: ne rien faire, rester et se battre ou partir. Les deux dernières options ayant reçu le même nombre de voix, les femmes de deux familles (elles sont huit en tout) sont déléguées pour trouver un consensus auquel les autres se soumettront. Ces huit femmes de différentes générations vont donc s'enfermer dans le grenier de la grange pour tenter de se mettre d'accord. Le film raconte cette nuit de discussions, que l'instituteur (Ben Whishaw), un homme doux, est invité à transcrire (il est interdit aux femmes de la communauté d'apprendre à lire et à écrire).

Les critiques ont comparé ce dispositif à celui de *Douze hommes en colère* (Sydney Lumet, 1957). Mais ce sont surtout les différences qui me frappent: d'abord, ce dont il s'agit ici, c'est de prendre une décision qui détermine l'avenir des protagonistes et non pas celui de l'accusé absent; de plus, la mise en scène permet à chacune d'exister en échappant aux stéréotypes et aux hiérarchies sociales qui plombent le film de Lumet. Enfin, l'écoute de unes par les autres est marquée le plus souvent par l'empathie, à l'inverse du registre du film à thèse où chaque personnage incarne une position dont il n'est pas censé sortir.

Le film est également remarquable par le choix qu'il fait de ne pas montrer les violences sexuelles que subissent ces femmes et de se focaliser sur la façon dont elles en parlent. Ce qui nous renvoie bien sûr à la question de la parole des femmes, dont *She Said* (Maria Schrader, 2022) a montré combien elle était difficile pour les victimes d'abus sexuels.

Les paroles échangées entre ces femmes que la caméra isole et réunit tour à tour permettent progressivement de construire un consensus qui va déboucher sur la décision de partir, pour mettre à distance les agresseurs, élever les enfants dans l'amour (en espérant que les garçons échappent ainsi à la reproduction du modèle patriarcal) et mettre en pratique le précepte religieux de refus de la violence. Le film parvient à nous faire comprendre la place de la foi religieuse dans la vie de ces femmes, qui en interprètent les préceptes à rebours de la version oppressive que tentent de leur imposer les hommes de la communauté.

La beauté des images qui font penser à la peinture hollandaise du XVII^e siècle contraste implicitement avec les brutalités que ces femmes ont subies, et valorise leurs échanges.

Paradoxalement, s'agissant d'un fait divers particulièrement horrible, le film transmet une forme d'espoir en mettant en scène la capacité de penser et d'agir que ces femmes illettrées développent grâce à leurs échanges. Beau plaidoyer pour la non-mixité comme condition de la prise de conscience des oppressions et des aliénations que vivent les groupes dominés.

* Historienne du cinéma, www.genre-ecran.net

Kiev et Moscou s'accusent mutuellement de la destruction hier du barrage de Kakhovka, sur le Dniepr, qui inonde des villages entiers et modifie la ligne de front

À QUI PROFITE LE CRIME?

CÉLIAN MACÉ

Guerre en Ukraine ▶ Dix-huit milliards de tonnes d'eau sont en train de se déverser le long du Dniepr, en direction de Kherson. Soit la capacité du réservoir de Kakhovka, construit en 1956 pour alimenter la centrale électrique du même nom. Dans la nuit de lundi à mardi, vers 3 heures du matin, le barrage qui retenait les flots du plus grand fleuve d'Ukraine, occupé par l'armée russe depuis le premier jour de l'invasion, le 24 février 2022, a cédé. Très vraisemblablement sous l'effet d'une attaque ou d'un sabotage, dont les deux belligérants se rejettent la responsabilité.

«Encore un crime de guerre commis par les terroristes russes. Le président a convoqué le Conseil de sécurité national», a commenté Andreï Yermak, le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, sur Telegram. Le maire de la ville de Nova Kakhovka, installé par Moscou, accuse de son côté les forces ukrainiennes d'avoir visé le barrage avec de «multiples frappes» dans la nuit, qui auraient détruit les vannes et provoqué un «rejet d'eau incontrôlable». «Il s'agit sans équivoque d'un acte de sabotage délibéré de la partie ukrainienne qui a été planifié et réalisé sur ordre de Kiev», a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Graves inondations

Les conséquences de la rupture du barrage ont été immédiates: en aval, le niveau du Dniepr monte rapidement, provoquant des inondations qui affectent déjà les villes riveraines. A commencer par Nova Kakhovka, ville nouvelle créée à l'époque de la construction de la centrale électrique par les Soviétiques. Hier matin, la place de la mairie était noyée sous les eaux, selon des vidéos partagées sur les réseaux sociaux. Environ «300 maisons» de la localité ont été évacuées, a annoncé le maire. «L'eau est montée à un niveau situé entre deux et quatre mètres, ce qui ne menace pas les grandes localités», a tenté de



Après la destruction du barrage de Kakhovka dans la nuit de lundi à mardi, de nombreux habitants ont été évacués, mais beaucoup ont aussi fait le choix de rester. Porter secours aux sinistrés est un vrai défi alors que le conflit bat son plein. KEYSTONE

minimiser Andreï Alekseïenko, le chef de l'administration parallèle de la région de Kherson mise en place par Moscou.

Au total, les «territoires côtiers» de quatorze localités où résident «plus de 22 000 personnes» sont menacés d'inondation, a-t-il précisé. «S'il le faut, nous sommes prêts à évacuer les habitants», a-t-il assuré, en soulignant toutefois que leur vie n'est pas menacée et que «la situation est entièrement sous contrôle».

L'eau de la Crimée

Côté ukrainien, Oleksandre Prokoudine, le chef de l'administration militaire de la région de Kherson, affirme que plusieurs villages ont été «complè-

Les conséquences de la destruction du barrage seront surtout militaires

tement ou en partie» inondés. «Environ 16 000 personnes se trouvent en zone critique», a-t-il déclaré sur les réseaux sociaux. La rive est, occupée par les Russes, devrait être la plus affectée. Mais les inondations devraient aller jusqu'à toucher plusieurs quartiers de Kherson, agglomération de la rive ouest reprise par les Ukrainiens en novembre. Le pic de la montée des eaux devrait être atteint dans les prochaines heures, et pourrait durer plusieurs jours, avant que l'Ukraine ne puisse réguler à nouveau, par le moyen des barrages situés en amont, le niveau du Dniepr.

Au-delà des inondations elles-mêmes, la rupture du barrage a de multiples répercussions hu-

manitaires, environnementales et énergétiques. La centrale hydroélectrique de Kakhovka est désormais hors d'usage. Le canal de Crimée, destiné à l'irrigation des basses terres de la mer Noire et essentiel pour l'approvisionnement de la péninsule de Crimée, annexée par la Russie en 2014, pourrait également être coupé. Son eau provient du réservoir de Kakhovka: le canal commence à l'extrémité sud-ouest du lac de barrage. Quand le niveau du réservoir baisse, il n'est plus alimenté.

Danger nucléaire ou pas?

Le niveau du bassin de refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporijia, connecté au réservoir de Kakhovka,

pourrait également être affecté. «Le monde se retrouve une fois de plus au bord d'une catastrophe nucléaire, car la centrale de Zaporijia a perdu sa source de refroidissement. Et ce danger augmente désormais rapidement», a écrit un conseiller à la présidence ukrainienne, Mykhailo Podoliak, dans un message adressé à des journalistes.

L'Agence internationale de l'énergie atomique a cependant contredit ses propos alarmistes: «Il n'y a pas de danger nucléaire immédiat», a affirmé sur Twitter l'organisation, dont les experts, présents sur le site, «surveillent de près la situation». Le directeur de la centrale, installé par l'occupant russe, a aussi assuré que la situation était sous contrôle: «Cinq blocs sont arrêtés à froid, l'un est à l'arrêt à chaud». Le niveau de l'eau du bassin de refroidissement n'a pas changé. Selon lui, le système de refroidissement peut être rempli avec l'eau du réservoir de Kakhovka mais aussi par «plusieurs sources alternatives».

Bloquer l'armée de Kiev?

Les conséquences de la destruction du barrage seront surtout militaires. L'afflux massif d'eau dans le delta du Dniepr va limiter les possibilités de traverser le fleuve qui sépare l'armée russe de l'armée ukrainienne dans le sud du pays. Il devrait compliquer la contre-offensive annoncée depuis des mois par Kiev, qui dispose de moyens amphibies limités. Même après le reflux des eaux, un terrain détremé – il le restera certainement pendant de longues semaines – empêche de conduire des manœuvres rapides et la progression des blindés et des véhicules lourds.

L'inondation réduit donc la capacité offensive de l'armée ukrainienne sur une portion du front, qu'elle cherchait précisément à étendre pour éparpiller les troupes russes. A qui profite le crime? D'un point de vue strictement militaire, et à court terme, il semble bien avantager la défense russe. Mais peut aussi être le signe d'une certaine fébrilité à Moscou. © LIBÉRATION

«CETTE ACTION BÉNÉFICIE PLUS AUX RUSSES»

Quel camp a détruit le barrage? Si les Russes et les Ukrainiens se renvoient la balle, les premiers ont plus de raisons de saboter cette infrastructure qu'ils ont conquise le premier jour du conflit, estime Jean-Marc Rickli (PHOTO DR), directeur des risques globaux et de la résilience au Centre de politique de sécurité (GCSP) de Genève: «Cette action bénéficie plus aux Russes.»

Pourquoi les Russes ont-ils plus d'intérêt à détruire un tel barrage?

Jean-Marc Rickli: Le coût risque-bénéfice parle en leur faveur. Cette destruction n'arrange clairement pas les affaires des Ukrainiens. Cela va ralentir leurs efforts de contre-offensive dont les préparatifs se poursuivent. Les habitants évacués engorgent les routes.

Le barrage était un des derniers ponts qui permettait de traverser le Dniepr. Le dernier restant est à 150 km au nord vers Zaporijia.

Les Ukrainiens ont dit qu'ils pourraient utiliser des engins amphibies...

Mais comme les berges du Dniepr vont s'élargir, si les Ukrainiens avaient prévu des opérations amphibies, ces dernières devaient être revues voire abandonnées. En termes de moyens de communication, c'est une perte majeure dans la perspective de la traversée du Dniepr pour l'Ukraine. Cette destruction diminue la zone de contact entre les Ukrainiens et les Russes et

donc la zone que les Russes doivent protéger. En plus, cela inonde les cultures des Ukrainiens. Les avantages pour Kiev sont quasiment nuls.

Y a-t-il des éléments de preuve mettant en cause les Russes?

Il y a deux manières de détruire un tel barrage. Soit vous lancez de nombreux missiles, soit c'est un acte de sabotage de l'intérieur via une explosion. Dans tous les cas, il faut des charges importantes. Si des projectiles avaient été utilisés, il y aurait eu des témoignages. Ce qui ne semble pas être le cas. Il est donc bien plus probable que ce soit un acte de sa-

botage qui a été effectué en faisant exploser d'importantes charges dans le barrage. Comme ce sont les Russes qui le contrôlent, il aurait été beaucoup plus difficile aux Ukrainiens de faire un tel sabotage.

Cet acte s'inscrit-il dans une tactique de la terre brûlée des Russes?

On utilise cette tactique plutôt au moment de se retirer, mais là, c'est davantage dans l'option de réduire les capacités des Ukrainiens d'attaquer et de contrecarrer leurs plans. Le but ici est plutôt d'entraver les préparatifs ainsi que de freiner la contre-offensive ukrainienne.

Avec cette escalade dans la destruction des infrastructures stratégiques,

la centrale nucléaire de Zaporijia, en mains russes, peut-elle être une prochaine cible?

La centrale est à l'arrêt et ne risque pas grand-chose. De plus, il y a déjà eu des combats autour et dans la centrale, donc le risque est déjà présent. Ce qui s'est passé avec le barrage aura un impact sur la centrale de Zaporijia, car l'eau du Dniepr est utilisée pour le refroidissement et le niveau d'eau nécessaire risque de diminuer. Au niveau de la situation générale, il est clair que la situation est sur une voie d'escalade. Qui aurait imaginé il y a un an Moscou attaqué par des drones? Ou que des groupes armés prennent le contrôle de villages russes près de la frontière?

THIERRY JACOLET

Sicpa inaugure un campus

Encres de sécurité ► L'entreprise vaudoise Sicpa, spécialisée dans les encres de sécurité, a inauguré mardi à Prilly, dans l'Ouest lausannois, un centre dédié à «l'économie de la confiance». Le conseiller fédéral Guy Parmelin, chef du Département de l'économie (DFE) et la présidente du Conseil d'Etat vaudois Christelle Luisier, notamment, ont assisté à la cérémonie.

Baptisé *campus unlimitrust*, le lieu a pour objectif d'accélérer la création de technologies et de solutions contribuant à l'émergence d'une véritable économie de la confiance, à l'échelle mondiale», a indiqué Sicpa dans un communiqué.

Le campus aspire à «rassembler les acteurs de l'innovation au sein d'une même commu-

nauté». L'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), Innovation Park et le pôle d'innovation vaudois Innovaud comptent parmi ses partenaires. Des événements seront ponctuellement organisés par l'Economy of trust foundation, également créée par Sicpa, afin de «promouvoir et faire avancer» le concept d'économie de la confiance.

Concrètement, le nouveau campus propose des locaux en location sur un site sécurisé, des espaces de rencontre et de restauration. Il prévoit également la création prochaine d'un espace de *coworking*, indique le site internet. L'entreprise Sicpa a été fondée à Lausanne en 1927. Elle emploie environ 3000 personnes sur 5 continents. **ATS**

BIODIVERSITÉ

QUARTIER EXEMPLAIRE

Le site de «Pra Roman», dans les hauts de Lausanne, reçoit le Prix Binding 2023. Cet écoquartier est récompensé pour ses aménagements favorables à la biodiversité, mais aussi pour l'implication des habitants du quartier de «Pra Roman» dès le début du projet. **ATS**

ÉTAT DE VAUD

DES MALVERSATIONS?

Un employé de l'Etat de Vaud est soupçonné d'avoir détourné de l'argent au sein de la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR). Le collaborateur a été licencié au printemps 2022 et les autorités cantonales ont déposé une plainte pénale dans la foulée. **ATS**

L'accusé nie avoir tué une ado

Justice ► **Condamné pour avoir assassiné une adolescente à Yverdon en 2019, un Afghan comparait en appel.**

L'homme condamné pour avoir assassiné une adolescente afghane, fin 2019 à Yverdon, a comparu en appel mardi devant le Tribunal cantonal vaudois. Il a continué de nier tandis que son avocat a tenté, sans succès, d'apporter de nouveaux éléments au dossier.

En première instance, l'accusé, lui aussi d'origine afghane, a écopé d'une peine de 20 ans de prison, couplée à un internement ordinaire. Les juges avaient dit leur «conviction absolue» dans son implication dans la mort de la jeune fille de 17 ans, avec qui il entretenait

une relation. La victime avait été étranglée avec des lacets et son corps avait été dissimulé dans les roseaux, au bord du lac.

Mardi devant la Cour d'appel à Renens, et comme en première instance, l'avocat du prévenu s'est démené pour discréditer «un dossier dénué de preuves exploitables». Dans une affaire «où le doute est partout», Me Ludovic Tirelli a critiqué un récit du crime «sorti de l'imaginaire du Ministère public» et «les conclusions à l'emporte-pièce» des inspecteurs de police.

L'avocat a exigé que de nouvelles auditions et expertises soient menées. Et notamment sur l'ADN retrouvée sur les lacets ou le rôle du père de la victime qui, pour Me Tirelli, aurait

pu jouer un rôle dans la mort de sa fille. Il a aussi demandé «le retranchement» des aveux initiaux du prévenu, obtenus selon lui de manière «illicite».

A en croire l'avocat, il existe de nombreuses preuves à décharge qui permettraient «d'innocenter» son client. La Cour a toutefois refusé d'ajouter de nouveaux éléments au dossier, suivant ainsi l'avis du Ministère public et de l'avocate de la famille de la victime.

«Cette enquête est un modèle de précision et de sérieux. Il n'y a aucune faille», a relevé Me Manuela Ryter Godel. Elle a accusé son confrère d'utiliser «des écrans de fumée», de pratiquer «une défense inhumaine» à l'égard de la famille de la victime. **ATS**

Les président·es de groupe du Grand Conseil condamnent «énergiquement» le harcèlement sexuel

Les relations entre député·es se gâtent

RAPHAËL BESSON

Grand Conseil ► Après les fortes tensions de la semaine dernière au Grand Conseil vaudois, la séance d'hier était très attendue. La semaine écoulée aurait-elle calmé les esprits ou pouvait-on imaginer une reprise des affrontements sur ces questions de harcèlement sexuel et de sexisme qui ont opposé Elodie Lopez (Ensemble à gauche) et le libéral-radical Jean-Luc Bezençon?

Finalement, la présidente du parlement, la verte Séverine Evéquo, a lu une déclaration de l'ensemble des chefs de groupe. Une manière de trouver un dénominateur commun et aussi de répondre à la pression d'Ensemble à gauche-POP qui voulait prendre la parole.

Ambiance délétère

Dans la déclaration, «des présidentes et présidents condamnent énergiquement le harcèlement sexuel sous toutes ses formes et appellent à une lutte résolue contre l'apparition ou la persistance d'atteintes à la personnalité». De manière concrète, «ils ont invité la personne de confiance du Grand Conseil (médiatrice) à venir dans chaque groupe».

Outre ces enjeux, les chefs de groupe s'inquiètent de l'ambiance de plus en plus délétère au sein du plénum. «Ils constatent depuis quelques mois une dégradation progressive et regrettable de la qualité des débats et des relations entre les députés.» Raison pour eux de lancer un appel à garder à l'esprit «l'intérêt des institutions, le respect des adversaires politiques et de leurs opinions».

Prise de conscience

Les mots sont clairs. Interrogés par nos soins, les chefs de groupe s'expliquent. «Nous avons prévu de prendre la parole», affirme Elodie Lopez, coprésidente du groupe Ensemble à gauche-POP. «Nous avions des attentes. D'abord, qu'il y ait une prise de conscience de l'ensemble des députés, y compris à



La déclaration commune adoptée hier doit ramener le calme sur les bancs du Grand Conseil. KEYSTONE-ARCHIVES

droite, sur le sexisme et le harcèlement sexuel. Ensuite, qu'il y ait un engagement de la part de ces groupes-là à s'atteler à la tâche et enfin que ces groupes présentent des excuses».

La déclaration a évité une nouvelle tension; «Il y a une prise de conscience partagée et un engagement est pris. Pour ces raisons, nous avons renoncé à la prise de parole», précise Elodie Lopez. Qui constate: «Au vu de la manière dont mon intervention a fait avancer le débat de fond, il n'y a aucun regret à avoir de m'être exprimée ainsi en plénum.»



«Il fallait reprendre au plus vite des débats sereins»

Yvan Pahud

La nécessité d'une déclaration commune est partagée. «Il fallait reprendre au plus vite des débats sereins», affirme Yvan Pahud, chef du groupe UDC. «On a tous un travail à faire. La droite doit aussi réfléchir et avoir le comportement qui s'adapte à une partie présente dans le parlement (la gauche radicale, ndlr), et cette partie doit aussi s'adapter et ne pas faire une chasse aux sorcières pour un mot», ajoute l'élu. Il refuse tout sexisme systémique.

Il ne fallait pas «repartir chacun dans sa déclaration personnelle», reconnaît Nicolas Suter, chef du groupe PLR. «Cela va prendre du temps pour que la confiance soit rétablie.»

«Il y a un consensus fort sur le message: lutter contre le harcèlement sexuel», se félicite Re-

becca Joly, cheffe du groupe écologiste. «Mes collègues de droite n'aiment pas le terme de systémique, alors que le but consiste à dire que c'est un problème sociétal, pas individuel.»

L'analyse est proche chez les socialistes. «Cette déclaration commune était nécessaire», selon Jean Tschopp, chef de groupe. «Le parlement a voté une loi qui condamne le harcèlement sexuel et il doit être cohérent. Il était donc important en termes de crédibilité pour le Grand Conseil de rappeler qu'il y a une loi qui s'applique. C'était pour nous prendre nos responsabilités.» La vert'libérale Graziella Schaller juge que l'on sentait hier «encore quelques tensions, mais une volonté aussi d'éviter des déclarations qui partent dans tous les sens».

Le harcèlement sexuel et le sexisme ne sont cependant pas les seules inquiétudes: les attaques personnelles pourrissent l'atmosphère. «Elles se multiplient», concède Jean Tschopp. «On peut débattre avec vigueur, mais les attaques personnelles n'ont pas leur place. Tous les groupes doivent y être attentifs.» Pour l'UDC Yvan Pahud, «c'est dû à l'extrême gauche, avec notamment la députée Mathilde Marendaz qui a brandi une pancarte disant que les flics sont des bâtards».

Moins de consensus

Le PLR Nicolas Suter est plus nuancé: «Il y a une nouvelle majorité au Conseil d'Etat, on a aussi des députés plus militants, plus absolus. C'est moins cet esprit vaudois du consensus.»

Graziella Schaller mentionne «l'arrivée de députés plus jeunes, qui sont plus rentre-dans. Ça tend les rapports. Certaines personnes de gauche ont une tolérance zéro». Rebecca Joly constate «beaucoup d'attaques personnelles, d'invectives, de prises à partie. Tout le monde s'allume, c'est général». Elodie Lopez partage la poire en deux. «Il faut s'abstenir d'attaques personnelles, mais c'est notre rôle d'être critiques, de placer les différentes positions dans leurs contradictions.»

L'agriculture contractuelle connaît des saisons difficiles depuis quelques années, selon les témoignages de plusieurs structures. Le modèle, vieux de quarante ans, est amené à évoluer

Paniers de légumes à prendre

MARIA PINEIRO

Agriculture ► Après des semaines sans une goutte, la pluie est revenue, puis le soleil et la douceur qui annoncent l'été. Des conditions propices aux envies de salades, ratatouilles et autres plats à base de légumes. Dans les champs, les maraîcher·ères s'activent sans pour autant être sûr·es que leur production trouvera preneur·euse une fois sortie de terre. C'est notamment le cas dans le domaine de l'agriculture contractuelle de proximité (ACP). Les structures qui proposent des abonnements annuels pour des paniers de légumes peinent à trouver suffisamment de consommateur·rices.

«La situation n'est pas dramatique, mais préoccupante», analyse Renate von Davier, membre du comité des Jardins de Cocagne. La structure, fondée en 1978, a longtemps croulé sous la demande. A tel point que les personnes intéressées devaient se placer sur liste d'attente avant de recevoir leur panier hebdomadaire de légumes cultivés dans le canton. Ce n'est plus le cas. «Depuis cinq ou six ans, il n'y a plus d'attente», confirme la responsable. La situation s'est même inversée, puisqu'aujourd'hui, les Jardins de Cocagne sont à la recherche de nouveaux et nouvelles membres.

Evolutions multiples

«Il nous reste 20 à 25 paniers disponibles sur un total de 433 parts payantes», détaille Renate von Davier. Au sein de la coopérative, la problématique est double. D'une part, le nombre insuffisant d'abonné·es. D'autre part, la modification de la proportion entre grands et petits paniers, au profit de cette dernière catégorie. «Ce qui génère des surplus de légumes et des pertes financières.»

Fondatrice du Jardin de Max, Myriam Dupraz-Dange tire le même constat. «La saison maraîchère a commencé, pourtant, nous sommes en-



Les structures qui proposent des abonnements annuels à des paniers de légumes peinent à trouver suffisamment de consommateur·rices. KEYSTONE

core à la recherche de coopérateur·rices.» La structure, qui vise cent abonnements, n'en comptabilise actuellement que 84. Si l'année dernière un appel à inscription avait permis d'atteindre l'objectif, cette année, cela n'a pas aussi bien marché. Une situation compliquée, précise, explique la maraîchère, un certain nombre de désinscriptions sont tombées après rappel de facture. «Les plans de culture étaient lancés, les plantons commandés, se désolent Myriam Dupraz-Dange. Nous allons donc nous retrouver dans une situation de surproduction.»

Pour les professionnel·les, les causes de cette crise sont mul-

tiplées. Elle peut être expliquée par des difficultés financières de certain·es coopérateur·rices, l'alimentation étant une variable d'ajustement, mais également des structures familiales plus petites après séparation ou départ des enfants. L'organisation du travail ne permettant plus un retour à la maison à midi peut également constituer un facteur de renoncement.

A cela, il faut encore ajouter la multiplication des structures. «Il y a une quinzaine de structures qui proposent des paniers dans le canton de Genève, chiffre Gaëlle Bigler, présidente de la faïtière romande de l'ACP. En quelques années, le nombre de points de vente directe a été

multiplié par dix.» Pour autant, la multiplication de l'offre n'est pas remise en question. «C'est une bonne chose», estime Renate von Davier.

Quelles solutions?

«Le phénomène dépasse la Suisse romande, poursuit Gaëlle Bigler. En France ou dans d'autres pays, la tendance est la même.» Il faut dire que le modèle des paniers contractuels a plus de 40 ans. A en croire la responsable, le bio en grandes cultures se porte bien. «Ce sont les modèles alternatifs qui souffrent.» Le caractère contraignant du système doit également être pris en compte. «Nous livrons 46 semaines par année. Les

récoltes ne s'adaptent pas aux vacances», note Renate von Davier.

Pour Gaëlle Bigler, il est nécessaire de questionner le modèle afin de l'adapter. Des exemples de structures qui mêlent agriculture et intégration se sont montées récemment, c'est une possibilité. Certaines fermes militent pour la multiplication des points de vente, à l'instar des Jardins de Cocagne qui réfléchissent à être davantage présents sur les marchés ou à trouver des filières de vente parallèles. Myriam Dupraz-Dange reconnaît quant à elle qu'il est désormais nécessaire de communiquer plus largement afin de se faire

connaître au-delà d'un cercle militant.

Appel à subvention

La majorité de ces structures ne touchent pas de paiements directs car leur modèle n'est que peu reconnu par les autorités. Une révision des conditions d'octroi serait bienvenue. Elle permettrait, à leurs yeux, de prendre en compte les spécificités de la filière.



«Le phénomène dépasse la Suisse romande. En France ou dans d'autres pays, la tendance est la même»

Gaëlle Bigler

Autre solution financière envisagée, le subventionnement des coopérateur·rices. «La commune de Prilly le fait depuis peu à destination des personnes qui touchent des subsides pour l'assurance-maladie», relève Gaëlle Bigler. Pour les producteur·rices, cela permettrait une meilleure accessibilité à des produits frais, de qualité et locaux, indépendamment des capacités financières de la population.

Car, rappellent les membres de l'ACP, le modèle évite le gaspillage en calibrant la production par rapport aux mangeur·euses. Surtout, il permet aux agriculteur·rices d'obtenir de bonnes rémunérations. Un point sur lequel on ne transige pas. I

Maltraitance dans un EMS: inaction dénoncée

La Méridienne ► Quatre mois après avoir alerté les autorités, les syndicats attendent encore l'ouverture d'une enquête.

Fin janvier, forts d'une dizaine de témoignages d'ex et d'actuel·les employé·es, les syndicats SIT et Unia dénonçaient l'EMS La Méridienne, en particulier son directeur, auprès de la Direction générale de la santé (DGS) et du Ministère public. Hier, ils sont revenus à la charge, s'étonnant du peu d'empressement de l'établissement à ouvrir une enquête administrative, pourtant demandée par la DGS (notre édition du 27 avril). Les syndicats relèvent ne pas être informés du mandat et des garanties de protection des témoins. Et ce malgré la gravité des faits relayés début 2023, comprenant de graves dysfonctionnements de gouvernance et des maltraitances envers des patient·es souffrant de troubles psychiatriques.

Le cadre incriminé, fondateur de l'EMS, a pris sa retraite peu après. Aux dires de plusieurs témoins, il est toutefois revenu plusieurs fois dans le bâtiment. Globalement, des employé·es affirment sentir encore «son influence» alors même qu'un directeur ad interim a été nommé. «La situation s'est dégradée depuis le départ de l'ancien directeur», témoignent plusieurs personnes. Selon les syndicats, la semaine dernière, sept personnes sur une trentaine étaient en arrêt maladie. «Les lanceurs d'alerte sont recherchés, l'ambiance est glaciale entre des clans anti et pro-ancien directeur», raconte une personne en poste. Elle ajoute que la situation détériore la qualité des soins prodigués et que les problèmes ne sont pas traités.

Autre grief, un courrier du nouveau directeur au personnel. Il y demande de faire table rase et invoque une «réelle rupture avec le passé et certaines habitudes et pratiques». La missive a été mal reçue, des

collaborateur·ices y voyant une volonté de «cacher les problèmes sous le tapis». Les syndicats ont annoncé avoir réécrit à la DGS, pour demander une enquête externe. Selon leurs informations, des auditions se poursuivent auprès de la police dans le cadre de la dénonciation pénale.

Contacté, M^e Romain Jordan, avocat de l'ancien directeur, indique que son client, toujours membre du conseil d'administration, «n'a plus aucun rôle, opérationnel ou de direction, au sein de l'EMS depuis mars 2023. Il s'est récusé du conseil d'administration sur tous les points visant de près ou de loin l'enquête. Ces reproches par voie de presse sont aussi déplacés que révélateurs». Quant à l'EMS, elle a informé, par voie de communiqué, qu'une enquête est en cours et juge regrettable la médiatisation de l'affaire par les syndicats. Le Département de la santé n'a pas répondu à nos sollicitations.

MARIA PINEIRO

Près de six cents concerts pour la Fête de la musique

Culture ► A Genève, la 32^e édition de la Fête de la Musique se déroulera sur trois jours, du 23 au 25 juin. La manifestation, entièrement gratuite, proposera au public une très large offre musicale. Les 30 scènes disséminées au cœur de la cité accueilleront près de 600 concerts et projets.

Le conseiller administratif de la Ville de Genève Sami Kanaan a rappelé l'importance de l'événement sur le plan culturel et artistique, avec la présence de nombreux·ses musicien·nes locaux·les. La manifestation est également un fait social, appréciée pour sa capacité à rassembler et à créer du lien entre gens de divers horizons.

Les autorités de la Ville de Genève se soucient aussi de l'em-

preinte écologique de la manifestation. Un premier bilan carbone a été tiré de l'édition 2022. Et les résultats sont «globalement bons», a relevé M. Kanaan. Deux points restent cependant à améliorer, a souligné le conseiller administratif. Une personne sur cinq se rend à la manifestation en voiture, ce qui est encore trop, surtout avec les possibilités offertes par les transports publics. Au niveau des stands de nourriture, la part des produits carnés doit aussi diminuer.

La Fête de la musique commencera le vendredi 23 juin à 19h et s'achèvera le dimanche 25 juin à 22h. Le programme peut se trouver à l'adresse www.fetedelamusique.ch/ programme. **ATS**

La loi soumise au vote le 18 juin stipule que les réclames doivent être rédigées en français et en allemand, conformément au principe du bilinguisme

La pub bilingue déchire Bienne

STÉPHANE HOFMANN

Votation ► Rarement une campagne pour une votation n'a autant déchaîné les passions à Bienne que celle sur la révision du règlement sur la réclame soumise au peuple le 18 juin. En cause, l'article consacré au bilinguisme. Cette disposition controversée stipule que «toutes les réclames doivent être conçues dans les deux langues officielles conformément au principe du bilinguisme consacré par la Constitution cantonale et pratiqué à Bienne».

Cet article 5 sur le bilinguisme ne concerne que les réclames sur les panneaux publicitaires et sur d'autres supports d'affichage soumis à l'octroi d'un permis de construire. Il s'agit essentiellement de grands panneaux publicitaires d'annonceurs nationaux pour des entreprises non biennoises.

Les sociétés locales privilégient déjà dans leur communication le bilinguisme. Les affiches temporaires pour des manifestations culturelles, des élections et des votations n'entrent pas dans le champ d'application du règlement. Les bistrotiers seront toujours libres d'afficher leur menu dans la langue qui leur convient.

Les noms propres, les marques et les slogans ne devront pas être impérativement traduits. Les housses du fournilleur d'énergie biennois ESB utilisées lors des matchs du club de hockey auront toujours le droit de s'appeler «Hot Seats», car aucun permis de construire n'est nécessaire.

«Ici c'est Bienne»

Dans le même ordre d'idée, les pâtes pourraient continuer à se nommer «farfalle». Comme il s'agit d'un nom de produit, il ne sera donc pas nécessaire de le traduire. Il sera possible d'utiliser le slogan «Ici c'est Bienne» dans les publicités sans qu'une traduction ne soit nécessaire, tient à préciser le Conseil municipal.

Depuis plusieurs semaines, les lettres de lecteurs se mul-



Même le HC Bienne, le club de hockey de la plus grande ville bilingue de Suisse, s'est immiscé dans la campagne. KEYSTONE

tiplient dans la presse tout comme les prises de position des partis. Même le club de hockey du HC Bienne s'est lancé dans la bataille, fustigeant ce projet. Signe du durcissement de la campagne, l'exécutif de la plus grande ville bilingue de Suisse a diffusé la semaine dernière un communiqué pour rectifier des affirmations des opposants.

Identité bilingue

Le Conseil de Ville, à majorité de gauche, recommande d'accepter ce projet qui ancre le principe du bilinguisme dans la publicité. Pour le Conseil municipal, l'article 5 laisse délibérément une grande marge de manœuvre concernant son

La proportion de la population francophone dans la ville augmente depuis des années

application aux acteurs économiques. Cette disposition a toute sa place dans ce règlement et s'y opposer c'est aux yeux de la gauche ne pas tenir compte de l'importante minorité francophone. La langue allemande et la langue française doivent être représentées de manière équilibrée dans l'espace public.

La proportion de la population francophone dans la ville bilingue de Bienne augmente d'ailleurs depuis des années. Les chiffres pour 2022 confirment cette tendance avec une population de langue française qui s'établit à 43,4%.

Liberté de commerce

Pour les partis bourgeois, les milieux économiques et les

grands annonceurs, cet article 5 constitue au contraire une contrainte qui pourrait faire perdre à la ville de son attractivité auprès des annonceurs nationaux. Ils estiment qu'il faut miser sur la promotion plutôt que sur l'obligation d'imposer le bilinguisme.

Les associations publicitaires expliquent que cette disposition va entraîner des coûts supplémentaires et des charges administratives. La Société générale d'affichage (SGA) et l'Association suisse des annonceurs (ASA) dénoncent une atteinte à la liberté économique. A leurs yeux, une mise en œuvre du règlement révisé réduirait le nombre de campagnes de publicité menées à Bienne. ATS

GENÈVE

LE BOULEVARD DU PONT-D'ARVE EN CHANTIER

A Genève, le tronçon du boulevard du Pont-d'Arve qui est situé entre la place des Vingt-Trois-Cantons et la rue des Voisins sera fermé à la circulation durant l'été. Des travaux doivent être entrepris pour changer les canalisations. Dans un communiqué diffusé hier, la Ville de Genève invite les automobilistes à éviter le secteur pendant la durée du chantier. Du 12 juin à mi-juillet, la circulation se fera sur une seule voie. Le tronçon sera ensuite fermé aux voitures de mi-juillet à mi-septembre, puis rouvert sur une seule voie jusqu'à fin octobre. Pendant l'intervention des ouvriers, les trams 12 et 18 continueront à circuler sur la rue de Carouge. En revanche, le bus 1 sera dévié dès le 12 juin et jusqu'à fin octobre. ATS

ASILE

OUVERTURE EN VUE DU CENTRE DE BRIGUE

Le nouveau centre d'hébergement pour requérants d'asile en Valais sera progressivement opérationnel dès le milieu de l'automne. Le bâtiment d'accueil, le gîte St. Ursula à Brigue, cédé par la Congrégation des Sœurs Ursulines, entrera en possession du canton le 1^{er} juillet. Le rachat du «Gästehaus St. Ursula» a été voté par le Grand Conseil en mars dernier, contre l'avis d'une partie des formations haut-valaisannes et de l'UDC du Valais romand. A terme, le centre pourra héberger entre 100 et 120 personnes. ATS

NIFFF

JOHN MCTIERNAN, MEMBRE DU JURY

John McTiernan sera présent lors de la 22^e édition du Neuchâtel International Fantastic Film Festival (NIFFF), qui se tiendra du 30 juin au 8 juillet. Le cinéaste américain, qui a réalisé *Predator* et *Die Hard*, sera invité d'honneur et membre du jury international. Le réalisateur rencontrera le public le 2 juillet à 14h lors d'une discussion. Trois de ses films seront projetés durant le festival, en sa présence. ATS

Mille emplois: la gauche répond

Votations (GE) ► A l'occasion d'une action devant l'Office cantonal de l'emploi, la gauche a répondu aux arguments de la droite contre l'initiative «Mille emplois».

Hier en début d'après-midi, des centaines de bouteilles rouges ou vertes étaient alignées devant l'Office cantonal de l'emploi, à Montbrillant. Elles symbolisaient autant de postes de travail qui pourraient être créés dans le domaine du soin à la personne et de la transition écologique si l'initiative dite «Mille emplois» était acceptée le 18 juin prochain par les Genevois-es.

De chauffagiste à brancardier-ère, de bûcheron-ne à concierge: les besoins en emplois utiles sont immenses et concernent tous types de profils, ont argué les initiant-es, qui entendaient répondre aux arguments jugés fal-



lacieux avancés par la droite durant cette campagne.

«C'est faux de dire qu'il s'agit uniquement d'emplois qualifiés, dont la

création serait sans incidence sur le taux de chômage», a argumenté Davide De Filippo, président de la CGAS, faitière des syndicats genevois. «Pour

Les besoins en emplois utiles concernent tous types de profils, selon les initiant-es. JPDS

faire baisser le chômage, il faut créer des emplois, et ce n'est pas la seule économie privée qui peut s'en charger, il faut une intervention collective.»

Le montant de six milliards de francs par an avancé par les partis bourgeois et les milieux économiques pour jeter l'opprobre sur une initiative qui serait hors de prix est mensonger, ajoute-t-il, puisque le nombre d'emplois à créer serait proportionnel au taux du chômage. L'initiative postule la création de 1000 emplois par an si le taux de chômage atteint 5%. Aujourd'hui, avec 3,7%, cela correspondrait à 780 nouveaux emplois à créer annuellement. Un taux qui devrait logiquement diminuer.

«L'Etat peut se permettre cette dépense, qui par ailleurs représentera des économies à terme», estime Jocelyne Haller (Solidarités). «Arriver en

fin de droit au chômage signifie un coût humain et pour la santé très élevé.» Le Grand Conseil a voté un crédit d'un milliard de francs pour la rénovation de 300 bâtiments publics, a rappelé Omar Azzabi, conseiller municipal vert: «Créer des emplois pour le réaliser constitue une réponse concrète.»

En marge du «happening», la police est intervenue sur demande de La Poste, qui a déposé plainte pour violation de domicile, puisque c'est sur son sol que se déroulait l'action. Pas moins de treize agent-es, pour douze manifestant-es. Un dispositif jugé non disproportionné par le commissaire de police Olivier Keller, rencontré sur place. Interpellé comme prévenu, Davide De Filippo ne sera finalement pas emmené au poste, la plainte ayant été retirée, ou classée, le dénouement restant peu clair... CHRISTIANE PASTEUR

Des montagnes de mégots

POLLUTION La 2^e action nationale de ramassage de mégots de cigarettes organisée par l'ONG Stop2drop a permis de récolter 539 331 mégots, soit une «montagne de déchets toxiques». Quelque 2800 élèves et des adultes y ont participé pendant 15 jours. Ce demi-million de bouts de cigarettes est inférieur aux 958 181 mégots recueillis lors de la première campagne en 2021. Même si l'objectif d'un million de mégots n'a pas été atteint, les organisateurs se disent «impressionnés par les résultats». **ATS**

Mieux encadrer l'emploi du Nutri-Score

Consommation ► **Le Conseil des Etats veut éviter les effets négatifs de l'étiquetage des produits.**

Les effets négatifs du Nutri-Score doivent être évités. Le Conseil des Etats a adopté mardi par 33 voix contre 8 une motion de commission demandant au Conseil fédéral d'adopter les bases légales nécessaires.

En matière de santé, l'élément décisif est de se nourrir de manière équilibrée et non de considérer chaque produit isolément, a rappelé Benedikt Würth (centre, SG) pour la commission.

Et d'ajouter que le Nutri-Score est trop réducteur et ne tient pas suffisamment compte du degré de transfor-

mation des produits, de la présence d'additifs, de la notion de durabilité, de la méthode de production et de la provenance.

Il arrive ainsi que des produits fortement transformés, qui contiennent des quantités importantes d'ingrédients de substitution et d'additifs, soient mieux notés que des produits naturels. Le Nutri-score représente une punition pour de nombreux produits naturels suisses, par exemple le fromage qui contient beaucoup de matière grasse, a souligné Benedikt Würth.

Ces lacunes déploient des effets problématiques sur le marché et rendent nécessaires des clarifications légales. Pour la commission, plusieurs principes doivent s'appliquer. L'em-

ploi du Nutri-score sur les produits individuels doit rester facultatif et du ressort des acteurs du marché et non de la Confédération.

De plus, les informations transmises par la Confédération doivent rester fondées sur le principe d'une alimentation équilibrée, qui se base notamment sur la pyramide alimentaire suisse, et non sur l'utilisation du Nutri-Score. L'emploi de ce dernier doit être compatible avec le droit de la concurrence et ses paramètres rendus publics.

Les paramètres du Nutri-Score sont déjà publics, a rappelé le conseiller fédéral Alain Berset, en charge notamment de la Santé. Et le Fribourgeois d'ajouter que l'on ne

peut pas les modifier car la marque appartient à Santé publique France. Si la Suisse adoptait des dispositions réglementaires différentes, le Nutri-Score ne pourrait plus être utilisé dans le pays.

Le Nutri-Score n'est pas une recommandation nutritionnelle, mais un outil pour aider les consommateurs à faciliter leur choix. Les éléments demandés par la motion sont déjà effectifs, a encore ajouté le ministre socialiste.

Et de trouver étonnant qu'il soit demandé de légiférer dans un domaine où des entreprises privées prennent des initiatives sur une base volontaire. En vain.

Le Conseil national doit encore se prononcer. **ATS**

A l'image de Roger Nordmann, les ambitions pour intégrer la CEP s'affichent

Les candidats se profilent

BAYRON SCHWYN

Parlement ► Roger Nordmann, chef du groupe socialiste aux Chambres fédérales, a annoncé ce mardi sa démission de ce poste-clé du parti à la rose, après près de huit ans de service. Le Vaudois de 50 ans veut rejoindre la Commission d'enquête parlementaire (CEP) qui doit faire la lumière sur la chute de Credit Suisse, rachetée par sa rivale UBS en mars dernier.

«Ce choix de quitter la présidence (...) répond à deux exigences: assurer suffisamment de temps pour réaliser ce travail de manière très approfondie et pour avoir une certaine indépendance afin de mener les travaux le plus objectivement possible», a-t-il précisé devant les médias.

La personne qui lui succédera à la présidence du groupe sera nommée le 1^{er} septembre. Le nom de Samira Marti, conseillère nationale bâloise de 29 ans, est évoqué, notamment pour son profil féminin et jeune, plus en phase avec les aspirations du parti.

Deux ans d'enquête

Roger Nordmann nourrit, lui, l'espoir d'être nommé à la présidence de la plus puissante arme du parlement. Il serait judicieux, selon lui, de nommer un Romand à sa tête, ce qui constituerait une première. Il souligne notamment qu'il est complètement «indépendant» du monde bancaire.

Ses chances restent toutefois faibles, selon les observateurs, qui voient plutôt un candidat du Centre accéder à cette fonction suprême, considérée comme un tremplin pour entrer au Conseil fédéral.

La création d'une CEP doit encore être formellement avalisée par le Conseil national mercredi, puis par les Etats jeudi. Dotée d'un budget de cinq millions de francs, elle est composée de quatorze membres, la moitié issue de chaque Chambre du parlement. Elle dispose de pouvoirs élargis, lui permettant d'obtenir de nombreux docu-



Roger Nordmann est venu annoncer hier aux médias qu'il quitterait la présidence du groupe socialiste après près de huit ans de service. KEYSTONE

«Je suis complètement indépendant du monde bancaire»

Roger Nordmann

ments et d'auditionner les acteurs de l'affaire. Elle ne peut toutefois pas prononcer de sanctions pénales. Les parlementaires devraient enquêter durant près de deux ans.

Chaque parti y siègera en fonction de son poids parlementaire: ils seront trois pour le Centre, trois pour le PLR, trois pour l'UDC, deux pour le PS, deux pour les Verts et un pour les Vert'libéraux (le PS leur a cédé l'un de leurs sièges du National afin que tous les plus grands partis du pays soient représentés).

Les candidats se dévoilent

Peu de temps après les socialistes, les Verts ont désigné leurs deux candidates: la conseillère aux Etats bâloise Maya Graf et la

conseillère nationale saint-galloise Franziska Ryser.

Le PLR, lui, a choisi la conseillère nationale bâloise Daniela Schneeberger, et les sénateurs neuchâtelois Philippe Bauer et appenzellois Andrea Caroni (Rhodes-Extérieures). Les Vert'libéraux ont désigné les conseillers nationaux lucernois Roland Fischer et zurichois Martin Bäuml. Les deux hommes, qui visent aussi la présidence de la CEP, doivent être départagés la semaine prochaine par leur groupe parlementaire.

Le deuxième candidat socialiste sera désigné ce jeudi. Tout porte à croire qu'il s'agira du conseiller aux Etats zurichois Daniel Jositsch.

L'UDC et Le Centre devraient annoncer leurs candidats mardi

prochain. Parmi les papables romands, les noms du sénateur centriste jurassien Charles Juillard et du conseiller national centriste genevois Vincent Maître circulent, tout comme celui de la vice-présidente et conseillère nationale Céline Amaudruz pour l'UDC.

Présidence convoitée

Les partis ne présentant pas plus de candidats que ce qui correspond à leur force politique, leur confirmation par les bureaux des deux Chambres dans le courant de la semaine prochaine ne devrait être qu'une formalité.

La désignation de la présidence, très convoitée, aura également lieu la semaine prochaine. **ESH MÉDIAS**

ÉOLIENNES

LE PARLEMENT S'ACCORDE

Les Chambres fédérales donnent un coup d'accélérateur aux projets de parcs éoliens déjà bien avancés. Le National a rejoint mardi le Conseil des Etats sur les derniers points du projet visant notamment à accélérer les procédures d'autorisation de construction. **ATS**

TRANSPORTS

CRÉDIT POUR LES AGGLOS

Les transports dans les agglomérations doivent bénéficier de 1,6 milliard de francs. Le National a accepté mardi à l'unanimité cette enveloppe demandée par le Conseil fédéral. Les trois quarts de la population vivent dans les agglomérations, a rappelé le ministre Albert Rösti. **ATS**

LOGICIELS

UN «TRAFFIC» DE LICENCES

Un Suisse de 65 ans disparaît depuis mardi à Winterthur pour une grosse affaire d'escroquerie présumée. Cet ancien directeur de ventes chez Microsoft Suisse aurait empoché des millions de francs en revendant illégalement des licences de logiciels à des écoles. **ATS**

ÉGALITÉ

DÉBAT SPÉCIAL LE 14 JUIN

Le Parlement fédéral tiendra le 14 juin un débat spécial sur l'égalité, à l'occasion de la grève des femmes en Suisse. Les deux Chambres ont prévu des discussions sur diverses thématiques comme les salaires, la discrimination basée sur le genre ou le harcèlement sexuel. **ATS**

ALETSCHHORN

AVALANCHE MORTELLE

Un randonneur a été tué par une avalanche vendredi dans la région de l'Aletschhorn, sur la commune de Naters. Intervenus sur place, les secouristes n'ont pu que constater son décès, a indiqué mardi la Police cantonale valaisanne. L'événement s'est produit à 3300 mètres d'altitude. **ATS**

Un deuxième plan national de lutte contre l'extrémisme est lancé. Interview d'un acteur clé

«Pas de radicalisation sans dogme»

GUILLAUME CHILLIER ET XAVIER LAMBIEL

Sécurité ► Pour le délégué du Réseau national de sécurité Martin von Muralt, la prévention reste le meilleur outil pour désamorcer des processus de radicalisation qui débute toujours plus précocement. La Confédération a récemment libéré 3,75 millions de francs sur cinq ans pour financer un nouveau plan national de lutte contre l'extrémisme. Ce dernier n'exclut aucune forme de dogmatisme politique ou religieux.

Les experts observent que le processus de radicalisation débute de plus en plus tôt. Comment vous l'expliquez?

Martin von Muralt: Les jeunes sont effectivement l'une des populations particulièrement ciblées par notre plan d'action. L'une des explications probables à ce rajeunissement, c'est un usage toujours plus intense des réseaux sociaux à un âge toujours plus précoce.

Ces réseaux sont alimentés par des messages très courts, qui ne laissent pas de place à la nuance, et qui sont forcément binaires. Ils ne permettent pas aux jeunes de développer leur analyse critique. Au contraire, ils sont très polarisants et installent très rapidement les jeunes dans des bulles informationnelles qui accentuent les opinions radicales.

Vers quels extrémismes se tournent ces jeunes?

Nous considérons qu'il y a quatre grandes catégories de radicalisation. Nous travaillons depuis longtemps contre le djihadisme et nous ne devons pas négliger les extrémismes de gauche ni de droite. Nous ob-

servons aussi des radicalisations monothématiques, alimentées par des conspirationnistes sur un sujet particulier. Il engendre des gens qui contestent toute action de l'Etat de façon générale.

Pensez-vous à ceux qui se sont radicalisés durant la pandémie et qui ont contesté les mesures sanitaires?

Des actions inquiétantes ont été observées dans le contexte de la pandémie. Mais je ne sais pas si nous pouvons vraiment parler de radicalisation. Tous les experts ne sont pas d'accord sur cette question.

Cela dit, nous avons au moins identifié les prémices de la radicalisation dans certaines réactions suscitées par les mesures sanitaires, comme des menaces envers les élus. Bientôt, ce phénomène pourrait réapparaître, par exemple avec des restrictions imposées par des pénuries d'énergie. Des personnes vont désormais s'opposer à toutes les décisions de l'Etat dès qu'elles leur sembleront restreindre les libertés individuelles.

Que deviennent les personnes qui ont manifesté leur colère durant la pandémie? Se sont-elles déradicalisées ou tournées vers d'autres thématiques?

Une étude a démontré que la radicalité a diminué entre la première et la seconde vague de la pandémie grâce aux votations populaires. Je suis convaincu que le débat démocratique encourage et développe la pensée critique des citoyens. C'est l'une des clés de la lutte contre la radicalisation.

Nous devons aiguïser les valeurs démocratiques, pour que les gens se forgent des opinions nuancées. Nous souhaitons développer des narratifs alternatifs au trop simples «oui» ou



Pour faire la chasse aux opinions radicales, Martin von Muralt scrute les réseaux sociaux.

KEYSTONE-ARCHIVES

«non», et je pense que tout débat démocratique doit inclure l'opposition.

Considérez-vous une partie des fans de football comme des extrémistes violents?

Ces mouvements sont très complexes. Le hooliganisme se nourrit d'autres radicalités et ces autres radicalités nourrissent le hooliganisme. Je ne suis pas assez spécialiste pour en dire plus.

Est-ce que vous considérez le wokisme et l'antiwokisme comme de nouveaux extrémismes?

Nous prenons en considération tous les courants qui peuvent devenir radicaux et conduire à la violence. J'estime qu'il faut surveiller attentivement ces mouvements.

Qui sont les plus violents: les extrémistes de droite ou de gauche?

Les statistiques du Service de renseignement de la Confédération montrent plus de cas de violence chez les extrémistes de gauche. Il s'agit souvent d'un cumul de dommages à la propriété, de vandalisme, ou de délits commis au cours d'une manifestation. C'est la façon dont la gauche radicale s'exprime.

Mais ceci ne signifie pas que l'extrême droite est moins dangereuse. Je ne me permettrai jamais d'affirmer que l'un ou l'autre de ces extrémismes est plus violent que l'autre. Nous devons être très attentifs aux deux mouvements.

Vous comprenez la radicalisation comme l'évolution naturelle d'une pensée dogmatique?

Il n'y a pas de radicalisation sans dogme, qu'il soit religieux ou politique. XL: ESH MÉDIAS

TÉLÉVISION

RTS 1	RTS 2	TF1	FRANCE 2 france-2	FRANCE 3 france-3	ARTE	M6
<p>6.00 RTS Kids</p> <p>9.20 Quel temps fait-il ?</p> <p>9.35 Soko Kitzbühel</p> <p>11.05 Les feux de l'amour</p> <p>11.40 Top Models</p> <p>12.05 Demain nous appartient</p> <p>Feuilleton.</p> <p>12.45 Le 12h45</p> <p>13.15 Un amour si précieux</p> <p>Film TV. Comédie sentimentale.</p> <p>14.50 Les Goldberg</p> <p>15.15 Miss Fisher enquête !</p> <p>16.10 Inspecteur Barnaby</p> <p>17.45 Le monde vu par les enfants</p> <p>Série documentaire. Le genre.</p> <p>17.55 Ici tout commence</p> <p>18.25 C'est ma question !</p> <p>19.00 Couleurs locales</p> <p>19.30 19h30</p> <p>20.10 La Surprise de Roxane</p>	<p>9.50 RTS info</p> <p>11.00 Tennis</p> <p>Roland-Garros. Quarts de finale. En direct de Paris.</p> <p>11.35 RTS info</p> <p>11.40 Couleurs locales</p> <p>12.00 Tennis</p> <p>Roland-Garros. Quarts de finale. En direct de Paris.</p> <p>13.15 Le 12h45</p> <p>13.35 RTS info</p> <p>13.50 La librairie francophone</p> <p>14.45 À bon entendeur</p> <p>15.15 RTS info</p> <p>15.25 Les sherpas et la paroi des ombres</p> <p>16.55 RTS info</p> <p>17.30 Géopolitis</p> <p>18.00 Forum</p> <p>19.05 RTS info</p> <p>19.30 Le 19h30 signé</p> <p>20.10 Histoire(s) de jardins</p>	<p>6.30 Tfo</p> <p>Jeunesse.</p> <p>8.30 Téléshopping</p> <p>9.25 Familles nombreuses : la vie en XXL</p> <p>10.30 Amour, gloire et beauté</p> <p>11.00 Les feux de l'amour</p> <p>11.50 Les 12 coups de midi</p> <p>13.00 Le 13h</p> <p>13.55 Coup de foudre, set et match</p> <p>Film TV. Comédie sentimentale.</p> <p>15.40 Le jardin des coups de foudre</p> <p>Film TV. Drame.</p> <p>17.30 Familles nombreuses : la vie en XXL</p> <p>18.30 Ici tout commence</p> <p>19.10 Demain nous appartient</p> <p>20.00 Le 20h</p> <p>21.00 C'est Canteloup</p>	<p>5.30 Un si grand soleil</p> <p>Feuilleton.</p> <p>6.00 Le 6h00 info</p> <p>6.30 Télématin</p> <p>Magazine.</p> <p>9.30 La maison des maternelles</p> <p>Magazine.</p> <p>10.50 Tout le monde a son mot à dire</p> <p>Jeu.</p> <p>11.20 Chacun son tour</p> <p>Jeu.</p> <p>11.55 Tout le monde veut prendre sa place</p> <p>13.00 13 heures</p> <p>14.00 Tennis</p> <p>Roland-Garros. Quarts de finale. En direct de Paris.</p> <p>20.00 20 heures</p> <p>20.50 Un si grand soleil</p> <p>Feuilleton.</p>	<p>9.10 Dans votre région</p> <p>10.00 Dans votre région, la suite</p> <p>10.55 Outremer. le mag</p> <p>11.35 Outremer. l'info</p> <p>11.50 12/13</p> <p>12.55 Météo à la carte</p> <p>14.00 Un cas pour deux</p> <p>15.10 Cyclisme</p> <p>Critérium du Dauphiné.</p> <p>10.50 Saveurs de saison</p> <p>20.20 Samedi d'en rire, la quotidienne</p> <p>20.50 Tout le sport</p> <p>20.55 Tout le sport</p> <p>Roland-Garros</p>	<p>8.05 Invitation au voyage</p> <p>8.50 Invitation au voyage - Nos épopées</p> <p>9.25 Napoléon, la destinée et la mort</p> <p>10.55 Napoléon-Metternich : le commencement de la fin</p> <p>12.25 Oman sauvage, léopards et tortues marines</p> <p>13.35 L'extravagant Mr. Deeds</p> <p>Film. Comédie.</p> <p>15.40 Inde - Vivre auprès des grands fauves</p> <p>16.35 Oman sauvage, loups et baleines à bosse</p> <p>17.20 Invitation au voyage</p> <p>18.55 Arte Regards</p> <p>19.30 Le dessous des images</p> <p>19.45 Arte journal</p> <p>20.05 28 minutes</p> <p>20.50 Music Queens</p>	<p>6.00 M6 Music Clips.</p> <p>6.40 M6 Music Kid</p> <p>7.15 M6 Kid</p> <p>8.50 M6 boutique</p> <p>10.05 Ça peut vous arriver</p> <p>11.30 Ça peut vous arriver chez vous</p> <p>12.30 L'œil de Philippe Caverivière</p> <p>Divertissement.</p> <p>12.45 Le 12.45</p> <p>13.40 Scènes de ménages</p> <p>14.00 Un jour, un doc</p> <p>Magazine.</p> <p>17.00 Le château de mes rêves</p> <p>Divertissement.</p> <p>18.40 Nouvelle maison pour une nouvelle vie</p> <p>Télé-réalité.</p> <p>19.45 Le 19.45</p> <p>20.30 Scènes de ménages</p>
<p>21.00 MAGAZINE INFRAROUGE</p> <p>Magazine. Présentation : Alexis Favre. 1h05. En direct. Sous forme d'un débat qui se déroule en public, «Infrarouge» aborde les thèmes brûlants de l'actualité.</p>	<p>20.45 FILM TAXI</p> <p>Film. Action. Fra. 1998. VM. Réal. : Gérard Pirès. 1h27. Avec F. Dieffenthal. Pour mener son enquête, un inspecteur de police contraint un taxi à lui servir de chauffeur.</p>	<p>21.10 SÉRIE GREY'S ANATOMY</p> <p>Série. Comédie dramatique. EU. 2022. Saison 19. Avec Kelly McCreary. 2 épisodes. Inédits. Une cavalière de rodéo arrive au Grey Sloan dans un état grave.</p>	<p>21.10 FILM TV DISPARITION INQUIÉTANTE</p> <p>Film TV. Thriller. Fra. 2020. Réal. : A. Mercadier. 1h30. Avec S. Forestier. Une affaire personnelle. Tony fait ses petits deals jusqu'au jour où l'une de ses clientes meurt.</p>	<p>21.10 MAGAZINE DES RACINES ET DES AILES</p> <p>Magazine. 1h50. Sur les sentiers du littoral, du cap d'Antibes aux calanques. Une découverte des sites les plus spectaculaires de la côte méditerranéenne.</p>	<p>21.00 FILM GRÂCE À DIEU</p> <p>Film. Drame. Fra-B. 2019. Réal. : F. Ozon. 2h17. Avec Melvil Poupaud. Alexandre découvre que le prêtre qui a abusé de lui quand il était scout officie toujours.</p>	<p>21.10 JEU TOP CHEF</p> <p>Jeu. Présentation : Stéphane Rotenberg. 2h10. Finale. Inédit. C'est dans le palace le plus étoilé d'Europe, le George V à Paris, que les finalistes ont rendez-vous.</p>
<p>22.05 Lafarge - une fabrique d'espions</p> <p>Documentaire. Société. Fra. 2023. Réal. : N. Jaillard et G. Dasquié. 0h55. Inédit. En 2017, alors qu'en Syrie et en Irak une coalition internationale combat Daesh, un scandale ébranle les géants du BTP et de la finance.</p> <p>23.05 Il dottore - Un médecin pour la vie</p>	<p>22.20 Zap RTS sport</p> <p>22.25 Photo obsession</p> <p>Film. Thriller. EU. 2002. VM. Réalisation : Mark Romanek. 1h39. Avec Robin Williams. Un employé d'un labo-photo raconte comment il s'est immiscé dans une famille qu'il croyait modèle.</p> <p>0.00 Infrarouge</p> <p>1.00 Couleurs locales</p> <p>1.15 Le 19h30 signé</p>	<p>22.50 Grey's Anatomy : Station 19</p> <p>Série. Drame. EU. 2021. Saison 6. Avec Annelise Hesme, Grégoire Bonnet. 3 épisodes. Vic et Rita sont de retour à l'hôpital. Rita est enceinte alors que Vic était censé avoir fait une vasectomie.</p> <p>1.25 Pure Genius</p> <p>Le tour du monde en huit reïns. - Science vs Religion.</p>	<p>22.45 Nina</p> <p>Série. Drame. Fra. 2021. Saison 6. Avec Annelise Hesme, Grégoire Bonnet. 3 épisodes. Vic et Rita sont de retour à l'hôpital. Rita est enceinte alors que Vic était censé avoir fait une vasectomie.</p> <p>1.25 Pure Genius</p> <p>Le tour du monde en huit reïns. - Science vs Religion.</p>	<p>23.05 Enquêtes de région</p> <p>Magazine. 0h45. «Enquêtes de Région» nous propose des magazines d'enquête diffusés simultanément dans chaque région.</p> <p>23.50 La France en vrai</p> <p>0.55 Des racines et des ailes</p> <p>Magazine. En Normandie, sur le sentier des douaniers.</p> <p>2.55 Thalassa</p>	<p>23.10 Il était une fois... «Grâce à Dieu»</p> <p>Documentaire. Société. Fra. 2023. Réalisation : Claire Duguet. 0h55. Inédit. Retour, avec ses protagonistes, sur la genèse de «Grâce à Dieu», le film de François Ozon.</p> <p>0.05 Ernesto's Island</p> <p>Film. Drame.</p> <p>2.00 L'envers d'une histoire</p> <p>Film. Documentaire.</p>	<p>23.20 Top Chef</p> <p>Jeu. Prés. : S. Rotenberg. 0h55. Best of. Inédit. Depuis 14 ans, «Top Chef» est devenu le concours le plus incontournable dans le monde de la gastronomie. Retour sur les moments les plus marquants de ce concours d'excellence.</p> <p>0.15 Cauchemar en cuisine</p> <p>Magazine. Plougonver.</p>

Le président Lula, plusieurs personnalités et des proches ont rendu hommage au journaliste Dom Phillips et à l'expert Bruno Pereira, défenseurs de l'Amazonie assassinés il y a un an

«Le monde entier a été ému»

JOSHUA HOWAT BERGER

Brésil ▶ Le président brésilien Lula a demandé lundi au monde de veiller à ce que la lutte du journaliste britannique Dom Phillips et de l'expert brésilien Bruno Pereira assassinés en Amazonie ne soit pas vaine. Il s'exprimait lors du premier anniversaire de leur décès. Les deux hommes ont disparu le 5 juin 2022 dans la vallée de Javari, dans une réserve indigène du nord du Brésil, près des frontières avec la Colombie et le Pérou, où opèrent des trafiquants de drogue, des chercheurs d'or illégaux et des braconniers. «Je veux rendre hommage à Dom Phillips et Bruno Pereira, ainsi qu'à tous ceux qui ont perdu la vie en défendant l'environnement», a déclaré Luiz Inacio Lula da Silva lors d'un événement organisé à Brasilia, au cours duquel des centaines de personnes ont rendu hommage aux deux hommes sous des applaudissements nourris.

«La meilleure façon de leur rendre hommage est de faire en sorte que leur lutte n'ait pas été vaine», a-t-il ajouté, en annonçant des mesures pour lutter contre la déforestation en Amazonie (lire ci-dessous), qui a explosé sous l'administration de son prédécesseur d'extrême droite, Jair Bolsonaro (2019-2022).

Le leader et activiste indigène Raoni Metuktire était également présent, ainsi que des proches des victimes, la première dame, Rosângela da Silva, et les ministres de l'Environnement, Marina Silva, et des Peuples indigènes, Sonia Guajajara.

«S'informer»

Trois pêcheurs soupçonnés d'être liés à un réseau de trafiquants de drogue ont, selon l'enquête, avoué avoir abattu les deux hommes, découpé leurs corps en morceaux et les avoir cachés dans la jungle, où



Plusieurs dizaines de personnes se sont réunies à Rio de Janeiro pour rendre hommage à Dom Phillips et à Bruno Pereira. D'autres rassemblements étaient également prévus dans d'autres pays. KEYSTONE

les dépouilles ont été retrouvées après dix jours de recherches.

Le cerveau présumé, Rubens Villar, un baron de la drogue soupçonné d'être impliqué dans le commerce illégal du poisson, a été arrêté en juillet puis placé en résidence surveillée. Il a été

inculpé la semaine dernière, selon la chaîne TV Globo.

Sur la plage de Copacabana, à Rio de Janeiro, plusieurs dizaines de personnes se sont également rassemblées autour de la veuve de Dom Phillips, la Brésilienne Alessandra Sampaio, qui a lan-

cé une ONG pour poursuivre le combat de son mari. «Il faut s'informer davantage sur ce qu'il se passe et arrêter d'exploiter la forêt comme des prédateurs», a-t-elle estimé sur cette plage emblématique où le journaliste aimait faire du stand-up paddle.

A ses côtés, le dirigeant indigène Beto Marubo a assuré que la situation n'avait pas changé dans la vallée du Javari depuis le double assassinat: «L'État brésilien doit une explication au monde entier, car le monde entier a été ému par les meurtres»,

NOUVEAU PLAN CONTRE LA DÉFORESTATION DE L'AMAZONIE

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a présenté hier un nouveau plan de lutte contre la déforestation illégale en Amazonie. Il s'agit d'une des priorités de son gouvernement depuis son retour au pouvoir. «Le Brésil, en particulier grâce à la forêt amazonienne, a une grande importance dans l'équilibre climatique de la planète (...) empêcher la déforestation de l'Amazonie, c'est aussi aider à

réduire le réchauffement global», a déclaré Lula lors d'une réception au palais présidentiel à Brasilia. Le plan, qui comporte plusieurs centaines d'objectifs, prévoit par exemple la saisie immédiate de la moitié des zones exploitées illégalement à l'intérieur d'espaces protégés. D'ici à 2027, trois millions d'hectares de ces aires de conservation seront délimités.

De plus, il annonce l'embauche de milliers d'analystes afin de renforcer la surveillance, ainsi que la création d'un «label Amazonie» pour promouvoir l'économie durable. Ce projet signe le retour de la thématique environnementale en tant que «priorité, après quatre dans l'indifférence et l'abandon», s'est félicité Lula, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. ATS/AFP

Vaste cyberattaque russe

Royaume-Uni ▶ De grands groupes britanniques ont été visés par une vaste cyberattaque visant Zellis, une entreprise britannique spécialiste de la gestion de paie et des ressources humaines.

«Un grand nombre d'entreprises à travers le monde ont été affectées par une vulnérabilité» dans le logiciel MOVEit, fourni par l'américain Progress Software et utilisé par Zellis sur un serveur qui a depuis été déconnecté, a indiqué hier l'entreprise visée. Mais Zellis n'a jusqu'ici trouvé aucune preuve que des informations dérobées aient été rendues publiques ou utilisées illégalement, et le motif du vol de données n'est pas clair, aucun groupe n'en ayant revendiqué la responsabilité, a précisé à l'AFP une source proche du dossier.

La semaine dernière, Progress Software avait dit «avoir

découvert une vulnérabilité dans MOVEit Transfer» susceptible d'entraîner «un accès non autorisé». Le groupe recommandait à ses clients de «prendre des mesures immédiates», notamment en «supprimant les fichiers et comptes d'utilisateurs non autorisés».

British Airways, la BBC et les pharmacies Boots ont confirmé avoir été touchées par l'incident. D'après le quotidien *The Daily Telegraph*, «jusqu'à 100 000 travailleurs britanniques» pourraient avoir été touchés.

«La cyberattaque semblait être liée à un groupe de cybercriminalité russophone appelé Clop», poursuit le quotidien, citant des chercheurs dans le domaine de la sécurité. Le Centre national sur la cybersécurité (NCSC) a dit «travailler pour comprendre pleinement l'impact» de cette attaque. ATS/AFP

PRÉCARITÉ

VIVRE SANS ÉLECTRICITÉ

Quelque 675 millions de personnes vivent sans électricité dans le monde, dont environ 80% en Afrique subsaharienne, où le manque d'accès à l'électricité est resté presque identique à la situation de 2010, selon un rapport publié hier par plusieurs organisations, dont l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale. ATS

TURQUIE

INSULTE AU PRÉSIDENT

Un adolescent de 16 ans a été arrêté et incarcéré hier soir en Turquie pour avoir dessiné une moustache au président Recep Tayyip Erdogan et écrit des messages sur une de ses affiches de campagne, rapporte la presse turque. ATS

Craintes d'un siège à Khartoum

Soudan ▶ Tirs d'artillerie, combats de rue et explosions ont fait trembler hier Khartoum où armée et paramilitaires se disputent le pouvoir.

En plein cœur de la capitale, sur l'île de Tuti, à la confluence du Nil Bleu et du Nil Blanc, des Soudanais affirment que les paramilitaires «bloquent l'unique pont» et les «empêchent d'utiliser les bateaux» qui les relient au reste de Khartoum. «C'est un siège complet et si ça continue, la nourriture va manquer dans les magasins», s'inquiète un habitant de l'île, dans une conversation téléphonique avec l'AFP.

A Khartoum, l'armée dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane affronte les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), du général Moha-

med Hamdane Daglo, dans des combats «avec tous types d'armes», ont raconté à l'AFP des habitants du sud de la ville. Le conflit entre les deux généraux rivaux, qui a éclaté le 15 avril, a fait plus de 1800 morts, selon l'ONG ACLED, spécialisée dans la collecte d'informations dans les zones de conflit.

Plus d'un million et demi de personnes ont quitté leur foyer, déplacées à l'intérieur du Soudan ou réfugiées dans les pays voisins, selon l'ONU. Aujourd'hui, 25 des 45 millions de Soudanais ont besoin d'aide humanitaire pour survivre, selon l'ONU.

«Nous sommes face à une crise humanitaire sévère qui ne va qu'empirer avec l'effondrement de l'économie et du sys-

a-t-il déclaré. Des rassemblements étaient également prévus ailleurs dans le monde et notamment à Londres, ainsi qu'à Atalaia do Norte, dans la vallée de Javari, où des chants traditionnels ont été entonnés en souvenir des deux hommes.

Réaction internationale

Dom Phillips, 57 ans, journaliste de renom qui avait publié dans *The Guardian*, le *New York Times*, le *Washington Post* et le *Financial Times*, travaillait à l'écriture d'un livre intitulé *Comment sauver l'Amazonie*. Il accompagnait Bruno Pereira, 41 ans, haut fonctionnaire de la Fondation Nationale des peuples Indigènes, la FUNAI, qui avait pris un congé sans solde et travaillait comme consultant pour aider les groupes indigènes à protéger leurs terres contre la pêche ou l'orpaillage illégal, un engagement qui lui avait valu des menaces de mort. Leur disparition avait déclenché un flot international de condamnations, du groupe de rock U2 à la star hollywoodienne Mark Ruffalo, en passant par la légende du football Pelé.

Des proches ont lancé une campagne de collecte de fonds pour permettre de terminer le livre entrepris par Dom Phillips, tandis que la plateforme journalistique Forbidden Stories parraine des projets de reportage pour poursuivre le travail des deux hommes.

La lutte pour la protection de l'Amazonie, forêt primaire clé dans la course à la lutte contre le changement climatique, a pris un nouvel élan au Brésil avec la victoire de Lula face au président sortant Jair Bolsonaro. Mais il vient de subir un revers par le parlement, qui a retiré au ministère de l'Environnement ses compétences en matière de cadastre des terres rurales, levier essentiel pour combattre la déforestation. Le ministère des Peuples autochtones a lui perdu la responsabilité de la démarcation de nouvelles réserves indigènes. ATS/AFP

tème de santé», a prévenu la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Selon elle, «la saison des pluies qui s'approche, combinée à la crise de la faim imminente et aux épidémies qui semblent désormais inévitables», comme le choléra et le paludisme, vont aggraver la situation.

Le 31 mai, l'armée s'est retirée des négociations qui visaient à créer des couloirs sécurisés pour laisser passer les civils et l'aide humanitaire. Le 1er juin, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, médiateurs entre les deux camps, ont annoncé la suspension de ces négociations avant que Washington n'annonce des sanctions contre des entreprises associées à l'armée et aux paramilitaires.

ATS/AFP

La chanteuse, qui fut la compagne de João Gilberto, enregistra en anglais la voix de «The Girl from Ipanema», contribuant au succès planétaire de ce morceau de bossa nova. Elle est morte à 83 ans

Elle fut la voix de la fille d'Ipanema

JACQUES DENIS

Disparition ► Pour beaucoup, elle était la voix de la bossa nova. Astrud Gilberto, dont on vient d'apprendre ce mardi le décès survenu la veille, est pourtant apparue sur la scène alors même que le Brésil était déjà passé à autre chose, avec l'arrivée de la samba soul de Jorge Ben. C'était le 18 mars 1963, quand elle enregistra «The Girl from Ipanema», thème aussi tardif qu'iconique de ce mouvement initié cinq ans plus tôt. Celle qui était née en mars 1940 Astrud Evangelina Weinert y gagnera un quasi surnom, alors même que la vraie muse de la fameuse plage était toute autre: la dénommée Heloisa Pinheiro qui passait régulièrement sous les yeux de Vinicius de Moraes et d'Antonio Carlos Jobim, posés au bar Veloso à contempler le temps s'écouler.

L'ambiguïté qui marque ses débuts dans le métier, Astrud Gilberto en fera le singulier caractère de sa carrière. A commencer donc par cette session pour Verve Records, qui devait célébrer les noces entre le saxophoniste Stan Getz et João Gilberto, celui avec qui, alors qu'elle fréquentait les boîtes des rivages sud de Rio, elle s'était mariée dès 1959. Et qui fit chavirer son destin du tout au tout.

Dans les coulisses jusqu'ici, la jeune Carioca est du voyage à New York, où elle entre en scène par un quasi pur hasard. «Astrud était dans la salle de contrôle lorsque Norman Gimbel, l'auteur des paroles en anglais, est entré, racontait en 2010 à JazzWax Phil Ramone, l'homme aux manettes de cette session entrée dans l'histoire. Creed Taylor a dit qu'il voulait terminer la chanson immédiatement et j'ai regardé autour de moi. Astrud s'est proposée comme bénévole, disant qu'elle pouvait chanter en anglais.» Creed Taylor se serait alors exclamé: «Génial!» Il ne croyait pas si bien prédire.

120 dollars pour tout salaire

La novice, qui avait poussé jusqu'alors quelques couplets dans des *aftershows* et des bars, en fredonne un en anglais qui fera bientôt le tour du monde. Le duo Getz-Gilberto va se hisser tout en haut, et les Américains adoptent cette voix-là plus que celle, incomparable, du boss de la bossa. Pis: pour la version single destinée aux radios, tout comme le solo de piano de Jobim, la voix de João Gilberto est passée à la trappe. Ce dernier, après avoir gentiment proposé à



Astrud Gilberto (ici à New York en 1981) a écoulé des millions d'albums. KEYSTONE

sa douce de prendre le micro, la voit voler avec le ténor américain. Ce qui laissa un brin d'amertume dans la brume des souvenirs de João Gilberto, d'autant que Getz aurait empoché l'essentiel du magot. A titre d'exemple, la chanteuse n'aura reçu que 120 dollars, soit le tarif syndical pour une séance nocturne.

Ce qui n'était qu'une idée de production vaguement improvisée – toucher le public nord-américain, après le grand concert qui avait réuni le gotha carioca au Carnegie Hall en 1962 – s'est avéré une recette des plus juteuses. Résultat: plusieurs millions d'albums écoulés, faisant même (un peu) d'ombre aux Beatles qui envahissent alors la planète. Squattant près de cent se-

maines les charts, l'album glanera notamment quatre Grammys dont celui du meilleur album en 1965, et «The Girl from Ipanema» celui du meilleur enregistrement de l'année, alors même que nombre d'esthètes brésiliens surnomment vite cette version américaine «bossa ketchup» pour reprendre le bon mot de Baden Powell.

Quoi qu'il en soit, à l'aube des années 2.0, un référendum de *Rolling Stone* la plaçait encore parmi les cent chansons préférées des Américains. La seule non anglophone avec Ave Maria, sans compter les reprises qu'elle a pu générer, de Tokyo à Rio. Porté par ce hit mondial au top de la pop *made in USA* – avec dans une moindre mesure l'autre chanson qu'interprète Astrud

Gilberto, «Quiet Nights of Quiet Stars» («Corcovado» en version originale) sortie aussi en 45 tours – l'album est devenu un classique indémodable pour les générations en peine de douce mélancolie. Plus de 150 millions de *streams* juste sur Spotify.

Easy listening à base de bossa nova pop

Surfant sur la vague, Verve va dès lors persister dans cette voie, avec d'emblée un live, *Getz au Go Go*, puis quelques mois plus tard *The Astrud Gilberto Album*, où elle peut s'appuyer sur les écrans taillés par l'arrangeur Marty Paich et les écrits de Jobim. Certes, le timbre est fragile, comme l'écriront pudiquement nombre de commentateurs, le phrasé plutôt singulier comme pour dire pas tout à fait ajusté, mais voilà, Astrud Gilberto correspond parfaitement aux canons de l'époque, et qui plus est elle peut chanter en anglais.

Désormais installée aux États-Unis, divorcée de João Gilberto suite à son «histoire» avec Stan Getz («un redoutable homme d'affaires» selon elle), Astrud Gilberto enchaîne à partir du milieu des années 1960 les recueils, dans une veine toujours proche de ce qu'on nommera l'*easy listening*, mais avec le renfort de quelques cadors susceptibles de faire pencher la balance d'un côté plus exigeant. Sur *The Shadow of Your Smile* en 1965, elle peut ainsi compter sur les arrangeurs João Donato, l'autre pianiste de la bossa nova, l'expert Don Sebesky, tout voici cinq semaines dans un relatif oubli, et Claus Ogerman, l'homme qui une dizaine d'années plus tard figulera la version ultime d'«Estate» pour l'*Amoroso* de João Gilberto. Disque après disque, la formule fait florès: une forme de bossa nova pop qui parvient aisément à pénétrer les oreilles des moins retors, à l'image de *Look to the Rainbow*, où Gil Evans, ex-alter ego de Miles Davis, officie pour lui confectionner de soyeuses orchestrations, propices à sublimer son filet de voix.

De Chet Baker à George Michael et Etienne Daho

Après *I Haven't Got Anything Better To Do*, ultime album peuplé d'un grand orchestre pour Verve, Astrud Gilberto suit son mentor des premières heures, Creed Taylor, parti fonder le label CTI. Un temps seulement. Sur cette firme aux inclinaisons clairement crossover, elle enregistre avec le saxophoniste Stanley Turrentine avant de réaliser une profonde mutation avec le bien

nommé Now, réalisé en 1972 par Eumir Deodato et produit par ses soins. Marqué par le psychédéisme, boosté par la présence de Ron Carter à la basse, Airtro Moreira aux percussions ou encore un tout jeune Billy Cobham aux baguettes, ce disque trop méconnu mériterait d'être remis au-dessus de la pile: l'ex-dame de la bossa se présente en quasi grooveuse dès le premier titre, «Zigy Zigy Za», jouant la carte tropicaliste et s'émancipant de l'influence des prérequis des studios états-uniens.

«La formule fait florès: une forme de bossa nova pop qui parvient aisément à pénétrer les oreilles des moins retors»

Las. Bien des déboires et cinq ans plus tard, lorsqu'elle revient en studio, c'est avec un album sobrement intitulé *The Girl from Ipanema*, chanson d'ouverture dans une version totalement reconfigurée pour les *mall centers* qui fleurissent alors en bordure de Rio de Janeiro. Qu'écrire à propos de sa reprise, dans ce même album, du standard «Love for Sale»? Malgré la présence de Chet Baker qui lui donne la réplique sur «Far Away», un thème de sa plume et magnifié par la trompette, l'album tient du naufrage.

Désormais, c'est avant tout sur scène qu'elle continuera d'écrire son histoire (il faut tout de même mentionner un disque de 2002, *Jungle*, où cette passionnée d'animaux parvient à émouvoir sur un chapelet de chansons douces, et même une reprise *up tempo* de «The Look of Love»). Son aura se redore à chaque *revival* d'une musique, la bossa, qui hante régulièrement les esprits chagrins et les *charts* orphelins.

Tant et si bien qu'en qualité de légende, Astrud Gilberto se voit même conviée à des duos, dont le plus fameux reste celui en 1996 avec George Michael, au profit de l'association Red Hot qui œuvre pour la recherche sur le sida. Un duo pour une énième version de «Desafinado», plutôt sensuellement aboutie. En France aussi où Etienne Daho la conviera la même année sur «Les Bords de Seine», où il est chanté: «A Paris plage, Paris paresseuse, les soirs d'été sont chauds / Paris eldorado sur l'eau.» Bien loin des rivages d'Ipanema. LIBÉRATION

CINÉMA

JOHN MC TIERNAN INVITÉ D'HONNEUR DU NIFFF

John McTiernan sera présent lors de la 22^e édition du Neuchâtel International Fantastic Film Festival (NIFFF), du 30 juin au 8 juillet. Le cinéaste étasunien, qui a notamment réalisé *Predator*, *Piège de cristal* et *Last Action Hero*, sera invité d'honneur et membre du jury international. Figure de proue du cinéma d'action contemporain, John McTiernan rencontrera le public le 2 juillet à 14h lors d'une discussion. Trois de ses films seront projetés durant le festival, en sa présence, à indiqué mardi le NIFFF. ATS

Les théâtres valaisans joignent leurs forces

Scène ► Les théâtres genevois avaient leurs forces avant la sortie de terre de l'actuelle Comédie, dans le quartier des Eaux-Vives. C'est au tour des salles valaisannes de se regrouper pour donner un avant-goût de leur saison prochaine. Mardi matin, elles étaient onze à présenter leur programmation pour la rentrée de septembre et l'année à venir lors d'une conférence de presse commune. «Ce qui a motivé notre décision, c'est le succès de l'Abobo, un pass donnant accès aux lieux culturels valaisans, cinés, musées, théâtres... pour 365 francs», s'enthousiasme Stefan Hort, à la tête du Spot, à Sion.

Les ventes se sont envolées la première année, si bien que la formule, née de la période covid et soutenue par le canton du Valais, entame tout juste sa deuxième année. Onze des seize théâtres partenaires ont décidé de jouer le jeu ensemble pour présen-

ter des saisons riches et diversifiées. Sur la petite vingtaine de théâtres du canton, la Gare (Monthey), le Théâtre Les Halles-TLH (Sierre), le Crochetan (Monthey), l'Alambic (Martigny), Conthey Show (Conthey), Recto Verso (Grône), la Poste (Visp), Zeughaus (Brig), le Baladin (Savièse) et le Kellertheater (Brig) ont également répondu présent.

«Chaque théâtre garde sa pâte, l'offre est complémentaire et ouvre les horizons.» La Gare, à Monthey, propose par exemple des spectacles jeune public. Les programmations théâtrales se pimenteront d'une touche de musique au Crochetan, qui invite Thomas Fersen, de danse au TLH avec le Ballet Junior de Genève ou de numéros de circassien-nes par le Cirque au sommet, au Spot. «La deuxième édition de la Nuit du

cirque, événement européen, aura lieu en novembre. Elle se déroulera *in situ* durant deux jours, avec entre autres une compagnie valaisanne. Le cirque se glissera dans des espaces qui ne lui sont a priori pas destinés», se réjouit Stefan Hort.

Mais d'ici l'automne, une programmation estivale, gratuite et plus décontractée devrait attirer tous les publics, jeunes et moins jeunes, en plein air, sur la place à proximité du Spot. «L'événement permet de se familiariser aux arts de la scène. Ça donne envie de franchir ensuite le seuil des théâtres.» Lorsque ces derniers rouvriront leur portes à la fin de l'été, le public, souvent fidèle à un lieu, aura largement de quoi naviguer d'une salle à l'autre. Ce qui réjouira les artistes, car plus les gens vont voir des spectacles, plus ils ont envie d'en découvrir d'autres... CÉCILE DALLA TORRE

PETITE ENFANCE

ENCORE QUELQUES JOURS POUR L'ÉVEIL AU LIVRE

La semaine «Livres, petite enfance et familles» propose jusqu'à samedi à Genève une riche programmation. Ce mercredi et samedi, le monde des océans sera au programme de la Maison de la créativité à Conches. Samedi, la Bibliothèque de la Cité accueillera un atelier avec l'autrice et illustratrice Magali Bardos et un spectacle de marionnettes de Laure Isabelle Blanchet et Olivier Carrel à partir des quatre albums lauréats du Prix P'tits Mômes (dès 2 ans). MOP

Jusqu'au 10 juin, infos et inscriptions sur bmgeneve.agenda.ch